



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 09/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MERSEN FRANCE AMIENS SAS**

10 avenue Roger Dumoulin  
Zone industrielle Nord  
80000 Amiens

Références : 2026-E20071  
Code AIOT : 0005101916

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement MERSEN FRANCE AMIENS SAS implanté 10 Avenue Roger Dumoulin Zone industrielle Nord 80000 Amiens. L'inspection a été annoncée le 11/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 24 février 2026 de la société MERSEN implantée sur la zone industrielle d'Amiens Nord dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 octobre 2024. Ce dernier concerne des non-conformités électriques Q18 pour les bâtiments abritant les procédés de l'atelier APC, de la Bakélite, du broyage, des fours R5 et R6, de la graphitation et des produits finis (PFB). Les non-conformités électriques de cette mise en demeure avaient été relevées lors d'une visite d'inspection réalisée, elle-même, à la suite de l'incendie du 3 mai 2024 des carneaux de conduit de fumées des fours Riedhammer . Aussi, lors la visite du 24 février 2026, l'inspection a contrôlé les mesures prises ou envisagées par l'exploitant à la suite de l'incendie pour éviter un accident

similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MERSEN FRANCE AMIENS SAS
- 10 Avenue Roger Dumoulin Zone industrielle Nord 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société par actions simplifiées (SAS) MERSEN FRANCE AMIENS exploite des installations de fabrication de graphites artificiels et de balais pour moteurs électriques. Les produits fabriqués sur le site d'Amiens sont destinés aux secteurs de l'aéronautique, du ferroviaire, de l'éolien et de l'industrie. Les matières premières utilisées sont notamment du brai de goudron de houille à haute température, de la coke de brai, du graphite, de la résine, du cuivre.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 13/07/2001, et est également encadré par les arrêtés de prescriptions complémentaires du 09/05/2011 et du 26/02/2024.

Le site MERSEN est un site soumis aux dispositifs de la directive IED, de BREF principal, le BREF NFM pour la production de graphites.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 13/07/2001, article II.4	Prescriptions complémentaires	15 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation électrique	AP de Mise en Demeure du 21/10/2024, article 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les observations et les rapports de contrôles électriques 2025 et 2026 permettent de lever la mise en demeure du 21 octobre 2024. Un projet d'arrêté d'abrogation est proposé en ce sens à M. le Préfet.

Concernant les risques accidentels, les constats détaillés au point de contrôle n°2 conduisent l'inspection à proposer à M. le Préfet d'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire, la mise à jour de l'étude de danger du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation électrique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/10/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions du 1er alinéa du A de l'article 66 « Installations Électriques » de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui prévoit notamment que : <i>« A.- Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]»</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé au cours de l'année 2025 la mise en conformité des installations électriques des bâtiments abritant les procédés de l'atelier APC, de la Bakélite, du broyage, des fours R5 et R6, de la graphitation et des produits finis (PFB). A la suite des travaux de mise en conformité, les contrôles électriques réalisés par l'exploitant ne montrent aucune non conformité au Q18. Les rapports de contrôles électriques ont été transmis à l'inspection par l'exploitant au fur et à mesure de l'avancement du plan d'action de l'exploitant. Les rapports consultés sont : APC n°1.pdf, bakelite n°1 vers-2.pdf, broyage SP n°1.pdf, four R5-R6 n°1.pdf, graphitation n°1.pdf, graphitation n°2.pdf, PFB (magasin exp).pdf, PFB partie n°1 (sous sol - R&D).pdf, PFB partie n°2 (cuisine).pdf, PFB partie n°3.pdf, PFB partie n°4 (captage).pdf, PFB partie n°5 (bien consommation).pdf, PFB partie n°6.pdf, PFB partie n°8 (AUR).pdf, PFB partie n°8 (AUR).pdf, PFB partie n°10 (BIT).pdf, PFB partie n°11 (aviation).pdf et PFB partie n°12 (poste de garde).pdf.  Lors de l'inspection sur le terrain, l'inspection a constaté la présence d'armoires électriques neuves dans les bâtiments de graphitation. L'exploitant a indiqué avoir remplacé les anciennes par des neuves dans le cadre de la mise en conformité électrique.  En ce qui concerne les mesures de prévention du risque électrique, la société Mersen indique avoir mis en place une organisation pour suivre et traiter les non-conformités : - en traitant un maximum de non-conformités pendant la campagne de contrôle ; - en planifiant les actions pour les non- conformités électriques qui nécessitent plus de temps ; - par un pilotage régulier par le service QHSE qui suit l'avancement des plans d'action avec les équipes de maintenance ; - par un pilotage annuel des non-conformités électriques Q18 par le groupe Mersen au niveau

<p>corporate (contrôle de second niveau) et pour anticiper de nouveaux besoins d'investissement.</p> <p>L'ensemble des constats permettent de lever l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 21 octobre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 2 : Déclaration des accidents et incidents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2001, article II.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de danger</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Un rapport d'accident ou sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident et de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en palier les effets à moyen ou long terme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'incendie dans les conduits (carneaux) du 3/05/2024, l'exploitant a fait sa déclaration dans la FICHE DE NOTIFICATION D'ACCIDENT / INCIDENT pour le BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels) le 03/05/2024 qui n'indiquait pas de plan d'actions mais uniquement des mesures prises et des réflexions.</p> <p>Elles ont consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une remise en route de 6 brûleurs sur 18 pour assurer la calcination des fumées et éliminer les émissions polluantes de la cheminée;</li> <li>• la mise en relief des difficultés : moyens d'extinctions classiques (base eau) non appropriés dans le procédé à cause de la présence d'autres risques (explosion, libération H2S à cause de la température élevée dans les fours).</li> </ul> <p>Les moyens d'extinction n'étant plus adaptés, une réunion d'analyse de l'incendie du 03/05/2024 a été réalisé par l'exploitant, et un plan d'action en est ressorti; il indique notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise en œuvre d'une réflexion menée sur plusieurs points cruciaux pour envisager un redémarrage des installations ;</li> <li>• la mise en place d'une détection de température plus moderne, qui permettrait d'identifier l'origine du problème et une intervention plus rapide: <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ ajout de sondes de température en sortie de carneaux de chaque côté des voutes ;</li> <li>◦ ajout d'un report de la sonde température cheminée dans la salle de contrôle ;</li> <li>◦ création d'une pré-alerte sur les sondes de température en définissant un seuil intermédiaire signalant un phénomène anormal mais pas encore critique.</li> </ul> </li> </ul> <p>L'exploitant a mis en place un plan d'action qu'il avait transmis à l'inspection notamment l'installation d'une sonde de température dans les conduits de fumées pour identifier une des conditions pouvant créer un incendie avec un report d'alarme aux personnels de maintenance, production et HSE (courriel de l'exploitant en date du 29 mai 2024).</p>

Lors des échanges durant l'inspection, l'exploitant indique avoir engagé la rédaction de la mise à jour de son d'étude de danger notamment pour :

- prendre en compte le retour d'expérience de l'incendie survenu le 3 mai 2024 dans les conduits de fumées des carnaux des fours ;
- intégrer les risques liés à la construction des nouveaux fours à induction et du futur oxydateur thermique (projets d'APC en cours);
- consolider les modélisations des futurs projets avec ceux des installations existantes du site, lister les mesures de maîtrise des risques ;

Cette mise à jour de l'étude de danger permettra notamment de regrouper l'ensemble des risques identifiés sur le site, associés à des moyens de maîtrise adaptés, dans un même document.

L'exploitant a précisé que la mise à jour de l'étude de danger sera externalisée et ne pourra être finalisée avant le premier semestre 2027.

Il a ajouté qu'il travaillait sur la mise en œuvre des projets d'amélioration du site (mise en service des nouveaux fours de cuisson) et de mise en conformité réglementaire (construction de l'oxydateur thermique pour la mise en conformité IED).

Au vu de ces constats, la mise à jour de l'étude de danger du site doit être encadrée par arrêté préfectoral complémentaire, notamment pour acter la date de remise du document finalisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé en ce sens à M. le Préfet de la Somme pour encadrer la mise à jour de l'étude de danger (en particulier, les attendus et la date de remise du document finalisée).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 15 mois